

Service environnement - Services vétérinaires
22 Avenue Doyen Louis Weil
38028 Grenoble Cedex 1

Grenoble, le 17/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL NALLET

NALLET Jean Philippe
355 Passage Les Gamonds
38840 Saint-Lattier

Références : DDPP38 2024-04508
Code AIOT : 0053800480

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'établissement EARL NALLET implanté 355 Passage Les Gamonds 38840 Saint-Lattier. L'inspection a été annoncée le 12/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL NALLET
- NALLET Jean Philippe 355 Passage Les Gamonds 38840 Saint-Lattier
- Code AIOT : 0053800480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL Nallet est autorisée à exploiter un élevage de 154 560 équivalents volailles, soit 154 560 poules pondeuses, sur la commune de Saint-Lattier. L'élevage est notamment soumis à la directive IED. Le site d'élevage emploie 2 personnes et est constitué de deux bâtiments, B1 de 1086 m² et B2 de 2357 m², de respectivement 33 600 et 120 960 emplacements, de deux hangars à fientes, d'un séchoir, d'un centre de conditionnement des œufs et de bureaux. Tous les bâtiments disposent de panneaux photo-voltaïques en toiture. La conduite d'élevage est de type cage aménagée et la ventilation des bâtiments est de type dynamique. Les poules sont élevées pendant environ 14 mois avant d'être réformées. Les fientes produites dans B1 sont exportées en méthanisation (installation située dans la Drôme). Les fientes produites dans B2 sont vendues comme engrais normé (NFU 42-001). L'établissement dispose également d'un plan d'épandage de sécurité pour les fientes qui ne seraient pas conformes à la norme.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Risques accidentels élevage IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Depuis la dernière visite du site (22 juin 2021), l'exploitant a indiqué à l'inspection que :

- le site n'a fait l'objet d'aucune modification,

- aucun incident ou accident en lien avec l'environnement ne s'est produit.

Néanmoins, un incident électrique au niveau du bâtiment B2 (l'interrupteur différentiel associé à l'ordinateur de contrôle a disjoncté) a généré un arrêt de la ventilation du bâtiment pendant plusieurs heures en février 2024 : 70 000 volailles sur 116 000 mises en place environ sont mortes. Les alarmes associées au dispositif de ventilation n'ont pas fonctionné non plus.

Par ailleurs, la carte mémoire associée au séchoir des fientes est hors service depuis 6 mois environ. Les fientes ne sont plus normées NFU 42-001 ; elles sont soit épandues, soit évacuées vers une installation permettant leur valorisation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
7	Stockage des cadavres	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Demande d'action corrective	5 mois
8	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	12 mois
9	Protection du forage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Demande d'action corrective	6 mois
10	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
4	Installations électriques et réseau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
5	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Sans objet
6	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi de l'exploitation est globalement satisfaisant. Des faits contraires aux prescriptions applicables ont été relevés, auxquels l'exploitant doit être en capacité de remédier rapidement. Une attention particulière devra être portée sur les non-conformités déjà signalées lors des inspections ICPE précédentes (stockage des cadavres, déclaration GERP, protection du forage).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des risques**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8**Thème(s) :** Actions nationales 2024, risque incendie**Prescription contrôlée :**

I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).

L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.

L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.

II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées.

Constats :**Non-conforme :**

L'exploitant ne dispose pas de plan de ses installations indiquant le lieu et les quantités maximales des matières combustibles et des matières dangereuses susceptibles d'être stockées, la localisation de la vanne de coupure électrique et des panneaux photo-voltaïques.

L'exploitant a néanmoins informé l'inspection des matières combustibles et dangereuses stockées sur le site : fientes de volailles, raticide solide et fuel contenu dans la cuve du groupe électrogène. L'exploitant ne stocke pas de gaz, de liquides inflammables ou d'engrais.

Les bâtiments d'élevage ayant été construits en 2001 et 2009, leur toiture n'est pas constituée de fibrociments d'amiante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit constituer le plan de ses installations précisant :

- le lieu et les quantités maximales des matières combustibles et des matières dangereuses susceptibles d'être stockées,
- la localisation de la vanne de coupure électrique,
- la localisation des panneaux photo-voltaïques.

Il devra le tenir à la disposition des services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois

N° 2 : Accès véhicules à l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : Conforme : L'installation dispose de 3 accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Le site n'est pas clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : [...] La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none">- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :**Conforme :**

Le site n'utilise pas de fioul ou de gaz.

Des extincteurs CO2 de 2 à 6 kg ont été positionnés à proximité des armoires électriques.

La coupure générale (électricité) est située à l'entrée du site, au niveau du transformateur. Le bouton poussoir est protégé et correctement identifié.

Non-conforme :

Les extincteurs n'ont pas été contrôlés en 2023 ; ils l'avaient été en 2020, 2021 et 2022. L'exploitant a fait contrôler ses extincteurs en 2024, à la suite de la visite d'inspection. Le rapport de contrôle a été transmis à l'inspection par mail du 23 mai 2024.

La coupure générale n'est localisée sur aucun plan (cf. point de contrôle n°1).

Aucune consigne, ni disposition d'urgence n'est affichée sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra veiller à :

- faire vérifier l'état de fonctionnement des extincteurs du site chaque année,
- établir le plan des installations mentionnant les installations et matières susceptibles de générer un incident (cf. point de contrôle n°1),
- établir les consignes et dispositions d'urgence et les afficher dans les lieux fréquentés par l'ensemble du personnel.

Un extincteur polyvalent pourrait également être ajouté dans le bâtiment B1, dans le poulailler.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Installations électriques et réseau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. [...]

Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Constats :

Le site emploie des salariés.

Conforme :

Les rapports de contrôle des installations électriques 2023 et 2024 Q18 et ERT ont été transmis à l'inspection :

- contrôle du 10/01/23 : 12 observations (6 sont des récurrences) dont 2 observations présentant un danger d'incendie ou d'explosion (Q18) (2 coffrets électriques poussiéreux),
- contrôle du 12/01/24 : 9 observations (8 sont des récurrences) dont une observation présentant un danger d'incendie ou d'explosion (Q18) (un coffret électrique poussiéreux – poulailler B1, armoire du fond, déjà signalé en 2023).

Le coffret électrique du bâtiment B1 indiqué dans le dernier rapport a été vu lors de la visite. Celui-ci était poussiéreux du fait de sa localisation, dans le bâtiment, près de l'extraction d'air. L'exploitant a indiqué que l'ensemble des coffrets électriques présents dans les bâtiments d'élevage étaient dépoussiérées à l'aide d'une souffleuse tous les 7 à 15 jours.

Le rapport de contrôle thermographique des installations électriques (Q19) de l'année 2023 (réalisé le 13 janvier 2024) a également été transmis à l'inspection. Il ne met en évidence aucune anomalie. L'exploitant a prévu la réalisation du contrôle Q19 pour l'année 2024 pendant l'été de manière à mieux identifier les points chauds (l'armoire électrique du système de ventilation est plus sollicitée en période estivale).

Le site ne dispose pas d'installations de chauffage ou de stockage de gaz ou de fioul. Il dispose néanmoins d'un groupe électrogène. Les derniers rapports de maintenance (09/01/24 : maintenance électrique – 28/03/24 : maintenance mécanique) de celui-ci ont été transmis à l'inspection.

Conforme :

La fiche donnée sécurité du raticide a été transmis à l'inspection. Il s'agit du seul produit toxique stocké sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3

Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.
Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.

Constats :**Conforme :**

Des panneaux interdisant l'accès des bâtiments aux personnes extérieures au site sont présents à chaque entrée des bâtiments. Le site est également vidéo-surveillé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.

Constats :

Conforme :

L'exploitant ne stocke aucun produit dangereux, toxique ou inflammable sur le site sauf :

- le carburant du groupe électrogène qui est contenu dans une cuve double paroi,
- le produit raticide qui est sous forme solide et stocké à l'intérieur des bâtiments.

Le nettoyage-désinfection des bâtiments est réalisé par une entreprise extérieure, disposant de ses propres produits de nettoyage, à la fin de chaque bande.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des cadavres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Déchets
Prescription contrôlée : En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.
Constats : Non-conforme : Les cadavres sont stockés à température ambiante ; le site ne dispose pas de congélateur. L'exploitant a néanmoins indiqué à l'inspection qu'il prévoyait d'installer un congélateur à l'entrée du site. Celui-ci pourra permettre de stocker 2 bacs d'équarrissage entiers et serait opérationnel d'ici septembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire installer un congélateur sur le site et l'utiliser pour le stockage des cadavres dans l'attente de leur enlèvement par la société d'équarrissage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 8 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Directive IED
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.
Constats : Non-conforme : Entre 2020 et 2024, l'exploitant n'a réalisé aucune déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac générées par son élevage via la plateforme en ligne GERE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, chaque année, réaliser la déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac de son élevage via la plateforme en ligne GERE.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : Protection du forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Constats :

Non-conforme :

Le forage n'a toujours pas été aménagé : il ne dispose ni de margelle bétonnée, ni de tête de forage, ni de capot de fermeture sécurisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser les travaux d'aménagement nécessaires à la protection du forage, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
Constats : Non-conforme : Le système de distribution d'eau dans les abreuvoirs du bâtiment B2, situé à l'entrée du poulailler, fuyait a plusieurs endroits le jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réparer les fuites de son système de distribution d'eau afin d'éviter toute consommation d'eau inutile.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

